

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/31997]

**31 MARS 2022. — Arrêté ministériel fixant le plan minimum de contrôle et agréant un organisme certificateur pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de foin de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie »**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires ;

Vu le Règlement (UE) 2017/625 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) no 999/2001, (CE) no 396/2005, (CE) no 1069/2009, (CE) no 1107/2009, (UE) no 1151/2012, (UE) no 652/2014, (UE) 2016/429 et (UE) 2016/2031, les règlements du Conseil (CE) no 1/2005 et (CE) no 1099/2009 ainsi que les directives du Conseil 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/119/CE et 2008/120/CE, et abrogeant les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) no 854/2004 et (CE) no 882/2004, les directives du Conseil 89/608/CEE, 89/662/CEE, 90/425/CEE, 91/496/CEE, 96/23/CE, 96/93/CE et 97/78/CE ainsi que la décision 92/438/CEE du Conseil (règlement sur les contrôles officiels) ;

Vu le Règlement d'exécution (UE) 2019/487 de la Commission du 19 mars 2019 enregistrant une dénomination dans le registre des spécialités traditionnelles garanties «Ziegen-Heumilch»/«Goat's Haymilk»/«Latte fieno di capra»/«Lait de foin de chèvre»/«Leche de heno de cabra» (STG) ;

Vu le Règlement d'exécution (UE) 2022/71 de la Commission du 12 janvier 2022 approuvant une modification non mineure du cahier des charges d'une dénomination enregistrée dans le registre des spécialités traditionnelles garanties [«Ziegen-Heumilch»/«Goat's Haymilk»/«Latte fieno di capra»/«Lait de foin de chèvre»/«Leche de heno de cabra» (STG)] ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.172, § 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales, l'article 8, § 3, 4<sup>o</sup>, a), ii), l'article 75, § 1<sup>er</sup> et l'article 77, § 5, alinéa 2 ;

Considérant la demande d'agrément en qualité d'organisme certificateur introduite par l'a.s.b.l. Comité du Lait auprès du Service public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Direction de la Qualité et du Bien-être animal (DQBÉA) le 9 mars 2021 ;

Considérant l'acceptation par le Comité du Lait le 15 février 2022 du tarif de certification proposé par l'a.s.b.l. ProLaFow et la DQBÉA ;

Considérant l'approbation du plan minimum de contrôle pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de Foin de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie » par l'a.s.b.l. ProLaFoW le 7 mars 2022 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 3 avril 2020 fixant le plan minimum de contrôle et agréant un organisme certificateur pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de foin - Spécialité traditionnelle garantie » ;

Considérant l'étroite similitude existant entre le cahier des charges « Lait de foin - Spécialité traditionnelle garantie » et le cahier des charges « Lait de foin de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie » ;

Considérant l'acceptation par BELAC le 1<sup>er</sup> février 2022 d'inclure dans la portée d'accréditation du Comité du Lait fondée sur l'activité de certification de la conformité de produits aux exigences du cahier des charges "Lait de foin - Spécialité traditionnelle garantie", l'activité de certification de la conformité de produits aux exigences du cahier des charges "Lait de foin de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie",

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le plan minimum de contrôle à appliquer en Wallonie pour la certification du lait produit selon le cahier des charges « Lait de foin de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie » figurant à l'annexe de la décision d'exécution (2018/C 400/04) de la Commission du 24 octobre 2018 (1), modifiée suite à la publication (2021/C 396/15) du 30 septembre 2021 (2) d'une demande d'approbation d'une modification non mineure dudit cahier des charges, figure à l'annexe 1 du présent arrêté.

Le plan minimum de contrôle mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être consulté sur le portail de l'agriculture wallonne à l'adresse suivante : <https://agriculture.wallonie.be/aop-igp-stg>

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'a.s.b.l. Comité du Lait sise Route de Herve 104 à 4651 Battice est agréée en tant qu'organisme certificateur chargé du contrôle de la bonne application du cahier des charges mentionné à l'article 1<sup>er</sup> et de la certification de la conformité du lait qui en résulte.

§ 2. La redevance maximale due par les producteurs à l'organisme certificateur par cycle de certification de trois ans s'élève à 960,70 euros.

Au-delà de trois producteurs certifiés par l'organisme certificateur, les montants des redevances mentionnés au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, subissent une dégressivité, par producteur supplémentaire et jusque trente producteurs, selon le tableau figurant à l'annexe 2.

Les montants des redevances mentionnés au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> et alinéa 2, sont adaptés chaque année au 31 janvier pour tenir compte de l'évolution de l'indice santé (année de base 2013 = 100). Le nouvel indice pris en compte au 31 janvier est la moyenne arithmétique des indices des 12 mois de l'année civile écoulée. L'indice de référence, déterminé selon ce mode de calcul, à prendre en considération à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est l'indice de l'année 2021 (112,21).

Namur, le 31 mars 2022.

W. BORSUS

---

Notes

(1) Décision d'exécution de la Commission du 24 octobre 2018 relative à la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la demande d'enregistrement d'une dénomination telle que visée à l'article 49 du règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil « Ziegen-Heumilch »/« Goat's Haymilk »/« Latte fiemo di capra »/« Lait de foin de chèvre »/« Leche de heno de cabra » (STG) (2018/C 400/04) - JO C 400 du 06.11.2018, p.7.

(2) Publication d'une demande d'approbation d'une modification non mineure d'un cahier des charges, conformément à l'article 50, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (2011/C 396/15) - JO C 396 du 30.09.2011, p. 22.

---

Annexe 1 à l'arrêté ministériel du 31 mars 2022 fixant le plan minimum de contrôle et agréant un organisme certificateur pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de foin de chèvre- Spécialité traditionnelle garantie »

**Plan minimum de contrôle pour la certification d'un lait produit en application du cahier des charges "Lait de foin de chèvre STG"**  
**Partie 1 (2) : points et critères contrôlés, types et fréquences minimales de contrôles, modes d'inspection**

Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle (2)	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection
1. Etendue de l'application du cahier des charges	Application à toute l'exploitation d'élevage		Inspection initiale	1 / opérateur à l'inscription	Terrain
2. a) Animaux / alimentation (1) - Organismes génétiquement modifiés (OGM)	Pas d'utilisation d'animaux génétiquement modifiés ou d'aliments qui nécessitent d'être étiquetés comme contenant des OGM conformément à la législation en vigueur	Pour les aliments : production de lait certifiée « bio » ou fournisseur d'aliments certifié "non OGM" par l'organisme VLOG (Verband Lebensmittel ohne Gentechnik e.V.) ou équivalent	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	Documentaire

Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle (2)	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection	
2. b) Alimentation (1)	Ration annuelle : utilisation essentiellement d'herbe fraîche et / ou de légumineuses en période de fourrage vert, utilisation de foin en période de fourrage d'hiver ; part de fourrage grossier dans la ration annuelle : minimum 75 % en poids exprimés en matière sèche (MS)	En période de fourrage vert : affouragement en vert (herbe fraîche et / ou légumineuses) à volonté ou accès au pâturage illimité. Calcul des 75 % sur un an : kg de MS théoriques d'aliments non fourragers (aliments du point 2. c)) / kg de matière sèche théoriques de fourrages grossiers (aliments du point 2. b))	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	Documentaire	
	Pas d'utilisation (production ou stockage) d'ensilages (aliments fermentés), de foins humides ou fermentés ni de tout type de balles enrubannées dans l'exploitation d'élevage					
	Pas d'utilisation de co-produits de brasserie, de distillerie ou de cidrerie, de co-produits de l'industrie agroalimentaire tels que drèches de brasserie ou pulpes humides	Exceptions : pulpes déshydratées et mélasse issues de l'industrie sucrière et aliments protéinés issus des industries de transformation des céréales à l'état sec				Terrain + documentaire
	Pas d'utilisation d'aliments humidifiés					
	Pas d'utilisation d'aliments d'origine animale	Exception : lait et lactosérum pour le jeune bétail				
	Pas d'utilisation de déchets de jardin, de fruits ainsi que de pommes de terre et d'urée					

	Utilisation exclusive des compléments de fourrage grossiers suivants : colza, maïs et seigle fourragers, betterave fourragère, pellets de foin, de luzerne et de maïs				
Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle (2)	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection
2. c) Alimentation (1)	Utilisation exclusive des céréales suivantes : blé, orge, avoine, triticale, seigle et maïs, sous leur forme commerciale habituelle ou mélangées avec des minéraux (son, pellets, etc.) Utilisation exclusive des aliments, autres que ceux-ci-dessus, suivants : féverolles, pois fourragers, fruits oléagineux, y compris leurs farines grossières ou tourteaux d'extraction		Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	Terrain + documentaire
3. Fertilisation des terres	Pas d'épandage de boues d'épuration, de produits dérivés et de compost issus d'installations publiques de traitement des eaux	Applicable à l'ensemble des terres de l'exploitation d'élevage. Exception : compost vert (mélange composé de matières végétales) et digestats de biométhanisation issus d'un mode de production biologique ou certifié (attestation de conformité à la base légale : liste des intrants ou permis d'environnement montrant l'absence de déchets repris sous le code wallon des déchets 19 08 05 (boues provenant du traitement des eaux usées urbaines))	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	Documentaire

	Intervalle minimal de 3 semaines entre l'épandage d'effluents d'élevage et l'utilisation des terres pour le pâturage des animaux		Inspection de suivi	1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	
--	--	--	---------------------	--	--

Point contrôlé	Critère contrôlé	Remarques	Type de contrôle <sup>(2)</sup>	Fréquence de contrôle minimale	Mode d'inspection
4. Traitements phytosanitaires des parcelles	Mise en œuvre des principes de la production intégrée : respect du cahier des charges "lutte intégrée" (Integrated Pest Management (IPM) <sup>(3)</sup> )	Base légale <sup>(3)</sup> . Contrôle : soit par un organisme certificateur indépendant (OCI) agréé pour le cahier des charges "Lait de Foin", soit par un OCI certifiant le respect du cahier des charges « IPM »	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur à l'inscription + 1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	Documentaire
5. Traitements zoosanitaires	Utilisation de substances en pulvérisation pour la lutte contre les mouches uniquement en l'absence des chèvres en lactation		Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	Documentaire
6. Livraison	Pas avant le 10 <sup>ème</sup> jour qui suit la mise bas	Suivi des chèvres après mise bas	Inspection initiale / de suivi	1 / opérateur tous les 3 ans + contrôle inopiné sur 30% des producteurs par an	Documentaire
	Pas avant 14 jours pour toute chèvre ayant reçu des aliments d'ensilage (aliments fermentés)	Suivi des chèvres achetées			

<sup>(1)</sup> Ne s'applique qu'aux chèvres en lactation

<sup>(2)</sup> Un seul type d'opérateur contrôlé : l'éleveur laitier

<sup>(3)</sup> Références :

- arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures ;
- arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2016 relatif à la lutte intégrée contre les ennemis des cultures

**Plan minimum de contrôle pour la certification d'un lait produit en application du cahier des charges "Lait de foin de chèvre STG"**  
**Partie 2 (/2) : types de non-conformités, sanctions, délais de mise en conformité**

<b>Point contrôlé</b>	<b>Critère contrôlé</b>	<b>Type de NC</b>	<b>Sanction</b>	<b>Application</b>
1. Etendue de l'application du cahier des charges	Application à toute l'exploitation d'élevage	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 1.) : 30 jours d'interdiction, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 <sup>ème</sup> récidive : exclusion du système.	Immédiate
2. a) Animaux / alimentation (1) - Organismes génétiquement modifiés (OGM)	Pas d'utilisation d'animaux génétiquement modifiés ou d'aliments qui nécessitent d'être étiquetés comme contenant des organismes génétiquement modifiés conformément à la législation en vigueur	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 2.) : 30 jours d'interdiction, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 <sup>ème</sup> récidive : exclusion du système.	Immédiate



Point contrôlé	Critère contrôlé	Type de NC	Sanction	Application
2. b) Alimentation (1)	Ration annuelle : utilisation essentiellement d'herbe fraîche et / ou de légumineuses en période de fourrage vert, utilisation de foin en période de fourrage d'hiver ; part de fourrage grossier dans la ration annuelle : minimum 75 % en poids exprimés en matière sèche (MS)	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 2.) : 30 jours d'interdiction, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 <sup>ème</sup> récidive : exclusion du système.	Immédiate
	Pas d'utilisation (production ou stockage) d'ensilages (aliments fermentés), de foin humides ou fermentés ni de tout type de balles enrubbannées dans l'exploitation d'élevage			
	Pas d'utilisation de co-produits de brasserie, de distillerie ou de cidrerie, de co-produits de l'industrie agroalimentaire tels que drêches de brasserie ou pulpes humides			
	Pas d'utilisation d'aliments humidifiés			
	Pas d'utilisation d'aliments d'origine animale			
	Pas d'utilisation de déchets de jardin et de fruits ainsi que de pommes de terre et d'urée			
	Utilisation exclusive des compléments de fourrage grossiers suivants : colza, maïs et seigle fourragers, betterave fourragère, pellets de foin, de luzerne et de maïs			

Point contrôlé	Critère contrôlé	Type de NC	Sanction	Application
2. c) Alimentation (1)	Utilisation exclusive des céréales suivantes : blé, orge, avoine, triticale, seigle et maïs, sous leur forme commerciale habituelle ou mélangées avec des minéraux (son, pellets, etc.)	A	Interdiction de commercialisation sous la dénomination "Lait de Foin" pendant 14 jours minimum ou jusqu'à mise en conformité, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. Récidive (infraction constatée sur n'importe quel critère du point 2.) : 30 jours d'interdiction, 2 <sup>ème</sup> contrôle payant + contrôle inopiné (payant) dans l'année qui suit. 2 <sup>ème</sup> récidive : exclusion du système.	Immédiate
	Utilisation exclusive des aliments, autres que ceux-ci-dessus, suivants : féverolles, pois fourragers, fruits oléagineux, y compris leurs farines grossières ou tourteaux d'extraction			
3. Fertilisation des terres	Pas d'épandage de boues d'épuration, de produits dérivés et de compost issus d'installations publiques de traitement des eaux	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois
	Intervalle minimal de 3 semaines entre l'épandage d'effluents d'élevage et l'utilisation des terres pour le pâturage des animaux			
4. Traitements phytosanitaires des parcelles	Mise en œuvre des principes de la production intégrée : respect du cahier des charges "lutte intégrée" (Integrated Pest Management (IPM))	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois
5. Traitements zoosanitaires	Utilisation de substances en pulvérisation pour la lutte contre les mouches uniquement en l'absence des chèvres en lactation	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois
6. Livraison	Pas avant le 10 <sup>ème</sup> jour qui suit la mise bas	B	Avertissement	Mise en conformité endéans les 6 mois
	Pas avant 14 jours pour toute chèvre ayant reçu des aliments d'ensilage (aliments fermentés)			

(1) Ne s'applique qu'aux chèvres en lactation  
Namur, le 31 mars 2022.

Le Ministre de l'Agriculture,

W. BORSUS

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 31 mars 2022 fixant le plan minimum de contrôle et agréant un organisme certificateur pour la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges « Lait de foin de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie »

Dégressivité de la redevance de certification  
visée à l'article 2, § 2, alinéa 2

<b>Nombre de producteurs certifiés</b>	<b>Montant (€) de la redevance par producteur par cycle de certification de 3 ans</b>
3	960.79
4	804.97
5	711.48
6	649.15
7	604.64
8	571.25
9	545.28
10	524.50
11	507.50
12	493.33
13	481.35
14	471.07
15	462.17
16	454.38
17	447.50
18	441.39
19	435.93
20	431.01
21	426.56
22	422.51
23	418.81
24	415.43
25	412.31
26	409.43
27	406.77
28	404.29
29	402.00
30	399.84

Namur, le 31 mars 2022.

Le Ministre de l'Agriculture,

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/31997]

**31. MÄRZ 2022 — Ministerieller Erlass zur Festlegung des Mindestplans für die Kontrollen und zur Zulassung einer Zertifizierungsstelle für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes "Ziegen-Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität"**

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2017/625 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2017 über amtliche Kontrollen und andere amtliche Tätigkeiten zur Gewährleistung der Anwendung des Lebens- und Futtermittelrechts und der Vorschriften über Tiergesundheit und Tierschutz, Pflanzengesundheit und Pflanzenschutzmittel, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 999/2001, (EG) Nr. 396/2005, (EG) Nr. 1069/2009, (EG) Nr. 1107/2009, (EU) Nr. 1151/2012, (EU) Nr. 652/2014, (EU) 2016/429 und (EU) 2016/2031 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Verordnungen (EG) Nr. 1/2005 und (EG) Nr. 1099/2009 des Rates sowie der Richtlinien 98/58/EG, 1999/74/EG, 2007/43/EG, 2008/119/EG und 2008/120/EG des Rates und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 854/2004 und (EG) Nr. 882/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 89/608/EWG, 89/662/EWG, 90/425/EWG, 91/496/EEG, 96/23/EG, 96/93/EG und 97/78/EG des Rates und des Beschlusses 92/438/EWG des Rates (Verordnung über amtliche Kontrollen);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) 2019/487 der Kommission vom 19. März 2019 zur Eintragung eines Namens in das Register der garantiert traditionellen Spezialitäten "Ziegen-Heumilch"/"Goat's Haymilk"/"Latte fieno di capra"/"Lait de foin de chèvre"/"Leche de heno de cabra" (g. t. S.);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) 2022/71 der Kommission vom 12. Januar 2022 zur Genehmigung einer nicht geringfügigen Änderung der Spezifikation eines im Register der garantiert traditionellen Spezialitäten eingetragenen Namens ("Ziegen-Heumilch"/"Goat's Haymilk"/"Latte fieno di capra"/"Lait de foin de chèvre"/"Leche de heno de cabra" (g. t. S.));

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.172 § 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die europäischen Qualitätsregelungen und die regionalen fakultativen Qualitätsangaben, Artikel 8 § 3 Ziffer 4 Buchstabe a) ii), Artikel 75 § 1 und Artikel 77 § 5 Absatz 2;

In Erwägung des Antrags auf Zulassung als bescheinigende Stelle, der am 9. März 2021 von der V.o.E. Milchkomitee beim Öffentlichen Dienst der Wallonie - Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Direktion der Qualität und des Tierschutzes (DQB EA) eingereicht wurde;

In der Erwägung, dass die V.o.E. Milchkomitee den von der "a.s.b.l. ProLaFoW" und der DQB EA vorgeschlagenen Tarif für die Zertifizierung am 15. Februar 2022 angenommen hat;

In Erwägung der am 7. März 2022 von der "a.s.b.l. ProLaFoW" erteilten Genehmigung des Mindestplans für die Kontrollen für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes "Ziegen-Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität";

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 3. April 2020 zur Festlegung eines Mindestplans für die Kontrollen und zur Zulassung einer Zertifizierungsstelle für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes "Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität"

In Erwägung der engen Ähnlichkeit, die zwischen dem Lastenheft "Heumilch - garantierte traditionelle Spezialität" und dem Lastenheft "Ziegen-Heumilch - garantierte traditionelle Spezialität" besteht;

In Erwägung der am 1. Februar 2022 erteilten Zustimmung von BELAC, die Tätigkeit der Zertifizierung der Übereinstimmung von Erzeugnissen mit den Anforderungen des Lastenheftes "Ziegen-Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität" in den Geltungsbereich der Akkreditierung des Milchkomitees aufzunehmen, die auf der Tätigkeit der Zertifizierung der Übereinstimmung von Erzeugnissen mit den Anforderungen des Lastenheftes "Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität" beruht,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Mindestkontrollplan, der in der Wallonie für die Zertifizierung von Milch anzuwenden ist, die gemäß dem Lastenheft "Ziegen-Heumilch - garantiert traditionelle Spezialität" im Anhang der Durchführungsverordnung (2018/C 400/04) der Kommission vom 24. Oktober 2018 (1), geändert nach der Veröffentlichung (2021/C 396/15) vom 30. September 2021 (2) eines Antrags auf Genehmigung einer nicht geringfügigen Änderung der genannten Spezifikation, erzeugt wurde, ist in Anhang 1 des vorliegenden Erlasses aufgeführt.

Der in Absatz 1 erwähnte Mindestkontrollplan kann auf dem wallonischen Landwirtschaftsportal unter folgender Adresse eingesehen werden: <https://agriculture.wallonie.be/aop-igp-stg>

**Art. 2** - § 1. Die V.o.E. Milchkomitee mit Sitz in 4651 Battice, Route de Herve 104, wird als Zertifizierungsstelle zugelassen, die für die Überwachung der ordnungsgemäßen Anwendung des in Artikel 1 genannten Lastenheftes und für die Zertifizierung der Konformität der so gewonnenen Milch zuständig ist.

§ 2. Die maximale Gebühr, die von den Erzeugern pro dreijährigem Zertifizierungszyklus an die Zertifizierungsstelle zu entrichten ist, beträgt 960,70 Euro.

Bei mehr als drei von der Zertifizierungsstelle zertifizierten Erzeugern werden die in Paragraf 2 Absatz 1 genannten Gebühren für jeden zusätzlichen Erzeuger und bis zu 30 Erzeuger gemäß der Tabelle in Anhang 2 degressiv gestaffelt.

Die Höhe der in Paragraf 2 Absätze 1 und 2 genannten Gebühren wird jedes Jahr am 31. Januar angepasst, um Änderungen des Gesundheitsindex zu berücksichtigen (Basisjahr 2013 = 100). Der neue am 31. Januar berücksichtigte Index ist der arithmetische Durchschnitt der Indexe der 12 Monate des abgelaufenen Kalenderjahres. Der nach dieser Berechnungsmethode bestimmte Referenzindex, der am Tag des Inkrafttretens dieses Erlasses zu berücksichtigen ist, ist der Index für das Jahr 2021 (112,21).

Namur, den 31. März 2022

Der Minister für Landwirtschaft  
W. BORSUS

---

Fußnoten

1 Durchführungsbeschluss der Kommission vom 24. Oktober 2018 über die Veröffentlichung eines Antrags auf Eintragung eines Namens gemäß Artikel 49 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates im Amtsblatt der Europäischen Union — *“Ziegen-Heumilch”/“Goat’s Haymilk”/“Latte fieno di capra”/“Lait de foin de chèvre”/“Leche de heno de cabra”* (g.t.S.) (2018/C 400/04) – Abl. C 400 vom 06.11.2018, S.7.

2 Veröffentlichung eines Antrags auf Genehmigung einer nicht geringfügigen Änderung der Produktspezifikation gemäß Artikel 50 Absatz 2 Buchstabe b der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel (2021/C 396/15) – Abl. C 396 vom 30.09.2021, S. 22.

---

Anhang 1 zum Ministeriellen Erlass vom 31. März 2022 zur Festlegung eines Mindestplans für die Kontrollen und zur Zulassung einer Zertifizierungsstelle für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenhefts "Ziegen-Heumilch – garantiert traditionelle Spezialität"

**Mindestplan für die Kontrollen zur Zertifizierung einer in Anwendung des Lastenhefts "Ziegen-Heumilch GTS" erzeugten Milch**  
**Teil 1 (2): kontrollierte Punkte und Kriterien, Arten und Mindesthäufigkeit der Kontrollen, Inspektionsverfahren**

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Bemerkungen	Art der Kontrolle (2)	Mindesthäufigkeit der Kontrolle	Inspektionsverfahren
1. Anwendungsbereich des Lastenhefts	Anwendung auf den gesamten Tierhaltungsbetrieb		Erstinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung	Vor Ort
2. a) Tiere / Fütterung (1) - genetisch veränderte Organismen (GVO)	Keine Verwendung von genetisch veränderten Tieren oder von Futtermitteln, die gemäß den geltenden Rechtsvorschriften mit der Kennzeichnung "Enthält GVO" zu versehen sind	Bei Futtermitteln: "bio"-zertifizierte Milcherzeugung oder vom VLOG (Verband Lebensmittel ohne Gentechnik e.V.) oder einer gleichwertigen Stelle als "Nicht-GVO" zertifizierter Futtermittelieferant	Erstinspektion / Folgeinspektionen	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr	Dokumente





	<p>Keine Verwendung von Futtermitteln in eingeweichtem Zustand</p> <p>Keine Verfütterung von Futtermitteln tierischen Ursprungs</p> <p>Keine Verwendung von Garten- und Obstabfällen, Kartoffeln und Harnstoff</p> <p>Ausschließliche Verwendung der folgenden ergänzenden Raufuttermittel: Grünraps, Grünmais und Grünroggen, Futterrüben, Heu-, Luzerne- und Maispellets</p>	<p>Ausnahme: Milch und Molke an Jungvieh</p>			
<b>Kontrollierter Punkt</b>	<b>Kontrolliertes Kriterium</b>	<b>Bemerkungen</b>	<b>Art der Kontrolle <sup>(2)</sup></b>	<b>Mindesthäufigkeit der Kontrolle</b>	<b>Inspektionsverfahren</b>
<p>2. c) Fütterung <sup>(1)</sup></p>	<p>Ausschließliche Verwendung der folgenden Getreide: Weizen, Gerste, Hafer, Triticale, Roggen und Mais in marktüblicher Form oder vermischt mit Mineralstoffen (Kleie, Pellets, usw.)</p> <p>Ausschließliche Verwendung der folgenden anderen als vorstehend genannten Futtermittel: Ackerbohnen, Futtererbsen, Ölfrüchte und Extraktionsschrote bzw. Kuchen</p>		<p>Erst-/ Folgeinspektion</p>	<p>1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr</p>	<p>Vor Ort + Dokumente</p>

3. Düngung der Nutzflächen	Keine Ausbringung von Klärschlamm, Klärschlammprodukten und Kompost aus öffentlichen Wasseraufbereitungsanlagen	Auf die gesamten Nutzflächen des Tierhaltungsbetriebs anwendbar. Ausnahme: Grünkompost (kompostiertes Gemisch aus pflanzlichem Material) und Gärrückstände aus der Biogasgewinnung, die aus einer biologischen bzw. zertifizierten Produktionsmethode entstanden sind (Bescheinigung über die Konformität mit der Rechtsgrundlage: Liste der Betriebsmittel oder Umweltgenehmigung, die zeigt, dass Abfälle mit dem wallonischen Abfallcode 19 08 05 (Schlämme aus der Behandlung von kommunalem Abwasser) nicht vorhanden sind)	Erst-/Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr	Dokumente
Einhaltung einer Mindestwartezeit von 3 Wochen zwischen der Ausbringung von Wirtschaftsdünger und Nutzung auf allen Futterflächen des Tierhaltungsbetriebs		Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr		

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Bemerkungen	Art der Kontrolle <sup>(2)</sup>	Mindesthäufigkeit der Kontrolle	Inspektionsverfahren
4. Behandlung der Parzellen mit Pflanzenschutzmitteln	Anwendung der Grundsätze der integrierten Produktionsmethode: Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "Integrierter Pflanzenschutz" (Integrated Pest Management (IPM) <sup>(3)</sup> )	Rechtsgrundlage <sup>(3)</sup> : Kontrolle: entweder durch eine unabhängige Zertifizierungsstelle (UZS), die für das Lastenheft "Heumilch" zugelassen ist, oder durch eine UZS, die die Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "IPM" zertifiziert	Erst-/ Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer bei der Eintragung + 1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr	Dokumente
5. Tiergesundheitliche Behandlungen	Ein Einsatz von zugelassenen Sprühmitteln zur Fliegenbekämpfung ist in Milchviehställen nur bei Abwesenheit der Muttertiere erlaubt		Erst-/ Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr	Dokumente
6. Lieferung	Ablieferung als Ziegen-Heumilch frühestens am 10. Tag nach erfolgter Ablammung	Nachsorge der Ziegen nach erfolgter Ablammung	Erst-/ Folgeinspektion	1 / Marktteilnehmer alle 3 Jahre + unangekündigte Kontrolle bei 30% der Erzeuger pro Jahr	Dokumente
	Frühestens nach 14 Tagen bei Ziegen, denen Silage (Gärfuttermittel) verfüttert wurde	Nachsorge der gekauften Ziegen			

<sup>(1)</sup> Gilt nur für Ziegen in der Laktationsphase

<sup>(2)</sup> Eine einzige Art von Marktteilnehmer wird kontrolliert: der Milchviehzüchter

(3) Referenzangabe:

- Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 über den integrierten Pflanzenschutz;
- Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. November 2016 über den integrierten Pflanzenschutz

**Mindestplan für die Kontrollen zur Zertifizierung einer in Anwendung des Lastenhefts "Ziegen-Heumilch GTS" erzeugten Milch  
Teil 2 (2): Arten von Nichtübereinstimmungen, Sanktionen, Anpassungsfristen**

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Art der NÜ	Sanktion	Anwendung
<p>1. Anwendungsbereich des Lastenhefts</p>	<p>Anwendung auf den gesamten Tierhaltungsbetrieb</p>	<p>A</p>	<p>Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 1): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.</p>	<p>Sofort</p>
<p>2. a) Tiere / Fütterung <sup>(1)</sup> - genetisch veränderte Organismen (GVO)</p>	<p>Keine Verwendung von genetisch veränderten Tieren oder von Futtermitteln, die gemäß den geltenden Rechtsvorschriften mit der Kennzeichnung "Enthält GVO" zu versehen sind</p>	<p>A</p>	<p>Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 2): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.</p>	<p>Sofort</p>

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Art der NÜ	Sanktion	Anwendung
2. b) Fütterung <sup>(1)</sup>	<p>Jahresration: im Wesentlichen aus frischem Gras und / oder Leguminosen während der Grünfütterperiode sowie Heu in der Winterfütterperiode; Raufutteranteil an der Jahresration: mindestens 75% Gewichtsanteil an der Trockenmasse</p> <p>Keine Verwendung (Herstellung und Lagerung) von Silagen (Gärfuttermittel), Feuchtheu, Gärheu und von mit Folie umwickelten Ballen jeglicher Art im Tierhaltungsbetrieb</p> <p>Keine Verwendung von Nebenprodukten von Brauereien, Brennereien oder Mostereien, von Nebenprodukten der Lebensmittelindustrie wie z. B. Nass-Biertreber oder Nass-Schnitten</p> <p>Keine Verwendung von Futtermitteln in eingeweichtem Zustand</p> <p>Keine Verfütterung von Futtermitteln tierischen Ursprungs</p> <p>Keine Verwendung von Garten- und Obstabfällen, Kartoffeln und Harnstoff</p> <p>Ausschließliche Verwendung der folgenden ergänzenden Raufuttermittel: Grünraps, Grünmais und Grünroggen, Futterrüben, Heu-, Luzerne- und Maispellets</p>	A	<p>Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 2): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.</p>	Sofort

Kontrollierter Punkt	Kontrolliertes Kriterium	Art der NÜ	Sanktion	Anwendung
2. c) Fütterung <sup>(1)</sup>	<p>Ausschließliche Verwendung der folgenden Getreide: Weizen, Gerste, Hafer, Triticale, Roggen und Mais in marktüblicher Form oder vermischt mit Mineralstoffen (Kleie, Pellets, usw.)</p> <p>Ausschließliche Verwendung der folgenden anderen als vorstehend genannten Futtermittel:                      Ackerbohnen, Futtererbsen, Ölfrüchte und Extraktionsschrote bzw. Kuchen</p>	A	<p>Verbot einer Vermarktung unter der Bezeichnung "Heumilch" während mindestens 14 Tagen oder bis zur Anpassung, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. Rückfall (festgestellter Verstoß gegen jegliches Kriterium von Punkt 2): 30 Tage Verbot, 2. Kontrolle kostenpflichtig + unangekündigte Kontrolle (kostenpflichtig) im darauffolgenden Jahr. 2. Rückfall: Ausschluss aus dem System.</p>	Sofort
3. Düngung der Nutzflächen	<p>Keine Ausbringung von Klärschlamm, Klärschlammprodukten und Kompost aus öffentlichen Wasseraufbereitungsanlagen</p> <p>Einhaltung einer Mindestwartezeit von 3 Wochen zwischen der Ausbringung von Wirtschaftsdünger und Nutzung auf allen Futterflächen des Tierhaltungsbetriebs</p>	B	Verwarnung	Anpassung binnen 6 Monaten
4. Behandlung der Parzellen mit Pflanzenschutzmitteln	Anwendung der Grundsätze der integrierten Produktionsmethode: Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "Integrierter Pflanzenschutz" (Integrated Pest Management (IPM))	B	Verwarnung	Anpassung binnen 6 Monaten
5. Tiergesundheitliche Behandlungen	Ein Einsatz von zugelassenen Sprühmitteln zur Fliegenbekämpfung ist in	B	Verwarnung	Anpassung binnen 6 Monaten

	Milchviehställen nur bei Abwesenheit der Muttertiere erlaubt			
6. Lieferung	Ablieferung als Ziegen-Heumilch frühestens am 10. Tag nach erfolgter <u>Ablammung</u>	B	Verwahrung	Anpassung binnen 6 Monaten
	Frühestens nach 14 Tagen bei Ziegen, denen Silage (Gärfuttermittel) verfüttert wurde			

(1) Gilt nur für Ziegen in der Laktationsphase

Namur, den 31. März 2022

Der Minister für Landwirtschaft,

W. BORSUS



Anhang 2 zum Ministeriellen Erlass vom 31. März 2022 zur Festlegung eines Mindestplans für die Kontrollen und zur Zulassung einer Zertifizierungsstelle für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenhefts "Ziegen-Heumilch – garantiert traditionelle Spezialität"

Degressivität der Gebühren für die Zertifizierung  
nach Artikel 2 § 2 Absatz 2

<b>Anzahl zertifizierter Erzeuger</b>	<b>Betrag (€) der pro Erzeuger pro dreijährigem Zertifizierungszyklus mit Kombinierung QMK</b>
3	960.79
4	804.97
5	711.48
6	649.15
7	604.64
8	571.25
9	545.28
10	524.50
11	507.50
12	493.33
13	481.35
14	471.07
15	462.17
16	454.38
17	447.50
18	441.39
19	435.93
20	431.01
21	426.56
22	422.51
23	418.81
24	415.43
25	412.31
26	409.43
27	406.77
28	404.29
29	402.00
30	399.84

Namur, den 31. März 2022

Der Minister für Landwirtschaft,  
W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/31997]

**31 MAART 2022. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het minimaal controleplan en tot erkenning van een certificerende instelling voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de vereisten van het productdossier "Lait de foïn de chèvre- Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))"**

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EU) 2017/625 van het Parlement en van de Raad van 15 maart 2017 betreffende officiële controles en andere officiële activiteiten die worden uitgevoerd om de toepassing van de levensmiddelen- en diervoederwetgeving en van de voorschriften inzake diergezondheid, dierenwelzijn, plantgezondheid en gewasbeschermingsmiddelen te waarborgen, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 999/2001, (EG) nr. 396/2005, (EG) nr. 1069/2009, (EG) nr. 1107/2009, (EU) nr. 1151/2012, (EU) nr. 652/2014, (EU) 2016/429 en (EU) 2016/2031 van het Europees Parlement en de Raad, de Verordeningen (EG) nr. 1/2005 en (EG) nr. 1099/2009 van de Raad en de Richtlijnen 98/58/EG, 1999/74/EG, 2007/43/EG, 2008/119/EG en 2008/120/EG van de Raad, en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 854/2004 en (EG) nr. 882/2004 van het Europees Parlement en de Raad, de Richtlijnen 89/608/EEG, 89/662/EEG, 90/425/EEG, 91/496/EEG, 96/23/EG, 96/93/EG en 97/78/EG van de Raad en Besluit 92/438/EEG van de Raad (verordening officiële controles);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2019/487 van de Commissie van 19 maart 2019 tot inschrijving van een naam in het register van gegarandeerde traditionele specialiteiten "Ziegen-Heumilch"/"Goat's Haymilk"/"Latte fiendo di capra"/"Lait de foïn de chèvre"/"Leche de heno de cabra" (GTS);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2022/71 van de Commissie van 12 januari 2022 tot goedkeuring van een niet-minimale wijziging van het productdossier van een naam die is opgenomen in het register van gegarandeerde traditionele specialiteiten ("Ziegen-Heumilch"/"Goat's Haymilk"/"Latte fiendo di capra"/"Lait de foïn de chèvre"/"Leche de heno de cabra" (GTS));

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.172, § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de Europese kwaliteitsregelingen en de gewestelijke facultatieve kwaliteitsmerken, artikel 8, § 3, 4°, a), ii), artikel 75, § 1 en artikel 77, § 5, tweede lid;

Gelet op de erkenningsaanvraag als certificerende instelling ingediend door de v.z.w. "Comité du Lait" bij de Waalse Overheidsdienst – Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu – Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn (DQBEA) op 9 maart 2021;

Gelet op de aanneming door de v.z.w. "Comité du Lait" van het certificeringstarief voorgesteld door de v.z.w. ProLaFow en "DQBEA" op 15 februari 2022;

Gelet op de goedkeuring van het minimaal controleplan voor de certificering van de overeenstemming van producten met de vereisten van het productdossier "Lait de Foïn de chèvre- Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))" door de v.z.w. ProLaFoW op 7 maart 2022;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 april 2020 tot vaststelling van het minimaal controleplan en tot erkenning van een certificerende instelling voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de vereisten van het productdossier "Lait de Foïn - Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))";

Gelet op de grote gelijkens tussen het productdossier "Lait de foïn - Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit) en het productdossier "Lait de foïn de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit);

Gelet op de aanvaarding door BELAC van 1 februari 2022 om in het toepassingsgebied van de accreditatie van de v.z.w. "Comité du Lait" gebaseerd op de certificering van de overeenstemming van producten met de vereisten van het productdossier "Lait de foïn - Spécialité traditionnelle garantie", de certificering op te nemen van de overeenstemming van producten met de vereisten van het productdossier "Lait de foïn de chèvre- Spécialité traditionnelle garantie",

Besluit :

**Artikel 1.** Het minimum controleplan dat in Wallonië toegepast moet worden voor de certificering van melk geproduceerd volgens het productdossier "Lait de foïn de chèvre - Spécialité traditionnelle garantie" bedoeld in de bijlage bij Uitvoeringsbesluit (2018/C 400/04) van de Commissie van 24 oktober 2018 (1), gewijzigd ten gevolge van de bekendmaking (2021/C 396/15) van 30 september 2021 (2) van een aanvraag tot goedkeuring van een niet-minimale wijziging van bedoeld productdossier, is in bijlage 1 bij dit besluit opgenomen .

Het in het eerste lid bedoelde minimum controleplan kan worden ingekeken op de portaalsite van de Waalse landbouw op het volgende adres: <https://agriculture.wallonie.be/aop-igp-stg>

**Art. 2.** § 1. De v.z.w. "Comité du Lait" , gevestigd "Route de Herve", 104 te 4651 Battice, wordt erkend als certificerende instelling belast met de controle op de goede toepassing van het in artikel 1 bedoelde productdossier en met de certificering van de daaruit voortvloeiende overeenstemming van melk.

§ 2. De door de producenten aan de certificerende instelling te betalen jaarlijkse vergoeding per certificeringscyclus van 3 jaar bedraagt maximaal 960,70 EUR exclusief BTW.

Voor meer dan drie door de certificerende instelling gecertificeerde producenten zijn de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde bedragen van de vergoedingen degressief, per extra producent en tot 30 producenten, overeenkomstig de tabel in bijlage 2.

De in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde bedragen van de vergoedingen worden elk jaar op 31 januari aangepast om rekening te houden met aan de ontwikkeling van het gezondheidsindexcijfer (basisjaar 2013 = 100). Het nieuwe indexcijfer dat op 31 januari in aanmerking wordt genomen, is het rekenkundig gemiddelde van de indexcijfers over de twaalf maanden van het voorgaande kalenderjaar. De referentie-index die volgens deze berekeningswijze wordt bepaald en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in aanmerking moet worden genomen, is de index voor het jaar 2021 (112,21).

Namen, 31 maart 2022.

De Minister van Landbouw,  
W. BORSUS

—————  
Nota's

(1) Uitvoeringsbesluit van de Commissie van 24 oktober 2018 inzake de bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Unie van de aanvraag tot registratie van een naam als bedoeld in artikel 49 van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad « Ziegen-Heumilch »/« Goat's Haymilk »/« Latte fieno di capra »/« Lait de foïn de chèvre »/« Leche de heno de cabra » (GTS) — Publicatieblad C 400 van 06.11.2018 pagina 3.

(2) Bekendmaking van een aanvraag tot goedkeuring van een niet-minimale wijziging van een productdossier overeenkomstig artikel 50, lid 2, punt b), van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen 2021/C 396/15 - Publicatie C396 van 30.09.21, pagina 22.

—————

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 31 maart 2020 tot vaststelling van het minimaal controleplan en tot erkenning van een certificerende instelling voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de vereisten van het productdossier "Lait de foïn de chèvre-Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))"

**Minimaal controleplan voor de certificering van melk die is geproduceerd volgens het productdossier "Lait de foïn chèvre GTS"**  
**Deel 1 (2): Gecontroleerde punten en criteria, soorten en minimumfrequentie van de controles, wijzen van inspectie**

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle <sup>(2)</sup>	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze
1. Toepassingsbereik van het productdossier	Toepassing op het gehele veehouderijbedrijf		Initiële inspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie	Grond
2. a) Dieren/veevoeder <sup>(1)</sup> - Genetisch gemodificeerde organismen (GGO's)	Geen gebruik van genetisch gemodificeerde dieren of voedingsmiddelen die overeenkomstig de geldende wetgeving als GGO's moet worden geëtiketteerd.	Voor voedingsmiddelen: productie van melk gecertificeerd als "biologisch" of leverancier van voedingsmiddelen gecertificeerd als "non-GGO" door de VLOG (Verband Lebensmittel ohne Gentechnik e.V.) of gelijkwaardig.	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar	Documentatie

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle <sup>(2)</sup>	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze
2. b) Veevoeder <sup>(1)</sup>	Jaarrantsoen: gebruik van hoofdzakelijk vers gras en/of leguminosen in de groenvoederperiode, gebruik van hooi in de wintervoederperiode; aandeel ruwvoer in het jaarrantsoen: minimaal 75 procent in gewicht, uitgedrukt in droge stof (DS)	In de groenvoederperiode: groenvoer (vers gras en/of leguminosen) naar believen of onbeperkt toegang tot de weide. Berekening van de 75 % over één jaar: kg theoretische DS van niet-voedergewassen (voedingsmiddelen van punt 2, onder c)) / kg theoretische droge stof van ruwvoer (voedingsmiddelen van punt 2, onder b))	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar	Documentatie
	Geen gebruik (productie of opslag) van kuilvoer (gegist voer), nat of gegist hooi of enig type verpakte balen in het veehouderijbedrijf	Uitzonderingen: gedehydrateerde pulp en melasse uit de productie van suiker en droge, met proteïnen verrijkte voedermiddelen uit de graanverwerking			Grond + documentatie
	Geen gebruik van nevenproducten van brouwerijen, distilleerderijen of ciderfabrieken, nevenproducten van de voedingsindustrie zoals bierbostel of natte pulp	Geen gebruik van bevochtigd voedsel			
	Geen gebruik van voedermiddelen van dierlijke oorsprong	Uitzondering: melk en wei voor jongvee			

	<p>Geen gebruik van tuin- en fruitafval en aardappelen en ureum</p> <p>Exclusief gebruik van de volgende ruwvoersupplementen: koolzaad, voedermaïs en -rogge, voederbieten, hooi, luzerne en maïskorrels</p>				
Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle(2)	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze
2. c) Veevoeder <sup>(1)</sup>	<p>Exclusief gebruik van de volgende graangewassen: tarwe, gerst, haver, triticale, rogge en maïs, in hun gebruikelijke commerciële vorm of gemengd met mineralen (zemelen, pellets, enz.).</p> <p>Exclusief gebruik van de volgende levensmiddelen, met uitzondering van de hierboven genoemde: veldbonen, velderwtten, oliehoudende vruchten, met inbegrip van hun grof meel of extractiekoek</p>		Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar	Grond + documentatie

<p>3. Bemesting van de grond</p>	<p>Geen verspreiding van zuiveringsslib, bijproducten en compost van openbare waterzuiveringsinstallaties</p>	<p>Van toepassing op alle grond op het veehouderijbedrijf Uitzondering: groene compost (gecomposteerd mengsel van plantaardig materiaal) en digestaat van biomethanisering van een biologische of gecertificeerde productiemethode (attest van conformiteit met de wettelijke basis: lijst van inputs of milieuvergunning waaruit de afwezigheid van afvalstoffen blijkt die zijn opgenomen in de Waalse Afvalstoffencode 19 08 05 (slib van de behandeling van stedelijk afvalwater))</p>	<p>Initiële/opvolgingsinspectie</p>	<p>1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigd de controle bij 30% van de producenten per jaar</p>	<p>Documentatie</p>
	<p>Minimaal 3 weken tussen het opbrengen van de dierlijke mest en het gebruik van de grond om het vee te laten grazen</p>		<p>Opvolgingsinspectie</p>	<p>1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigd de controle bij 30% van de producenten per jaar</p>	

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Opmerkingen	Soort controle(2)	Minimale controlefrequentie	Inspectiewijze
4. Fytosanitaire behandelingen van de percelen	Tenuitvoerlegging van de beginselen van geïntegreerde productie: naleving van het productdossier "geïntegreerde gewasbescherming" (Integrated Pest Management (IPM) (3))	Wettelijke basis(3). Controle: ofwel door een onafhankelijke certificeringsinstantie (OCI) die is erkend voor het "Lait de Foin"-productdossier, ofwel door een OCI die de naleving van het "IPM"-productdossier certificeert.	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer bij registratie + 1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar	Documentatie
5. Diergezondheidsbehandelingen	Gebruik van sproeistoffen voor vliegenbestrijding alleen wanneer er geen lacterende geitien aanwezig zijn		Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar	Documentatie
Levering	Niet voor de 10de dag na het lammeren Niet eerder dan 14 dagen voor een geit die kuilvoer heeft gekregen (gefermenteerd voer)	Opvolging van de geiten na het lammeren Opvolging van gekochte geitien	Initiële/opvolgingsinspectie	1 / marktdeelnemer om de 3 jaar + onaangekondigde controle bij 30% van de producenten per jaar	Documentatie

(1) Geldt alleen voor lacterende geiten

(2) Slechts één type operator gecontroleerd: de melkveehouder

(3) Referenties :



- besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 betreffende de geïntegreerde gewasbescherming.
- ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 10 november 2016 betreffende de geïntegreerde gewasbescherming

**Minimaal controleplan voor de certificering van melk die is geproduceerd volgens het productdossier “Lait de foin chèvre GTS”  
Deel 2 (/2): types niet-overeenstemming, sancties, nalevingstermijnen**

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Type NC	Sanctie	Toepassing
1. Toepassingsbereik van het productdossier	Toepassing op het gehele veehouderijbedrijf	A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming “Lait de Foin” tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2 <sup>de</sup> controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 1 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2de controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2de recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk
2. a) Dieren/veevoeder ( <sup>1)</sup> - Genetisch gemodificeerde organismen (GGO's)	Geen gebruik van genetisch gemodificeerde dieren of van voeders die moeten worden geëtiketteerd als GGO bevattend, overeenkomstig de geldende wetgeving	A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming “Lait de Foin” tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2 <sup>de</sup> controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 2 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2 <sup>de</sup> controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2 <sup>de</sup> recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Type NC	Sanctie	Toepassing
2. b) Veevoeder <sup>(1)</sup>	Jaarrantsoen: gebruik van hoofdzakelijk vers gras en/of leguminosen in de groenvoederperiode, gebruik van hooi in de wintervoederperiode; aandeel ruwvoer in het jaarrantsoen: minimaal 75 procent in gewicht, uitgedrukt in droge stof (DS)	A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming "Lait de Foin" tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2 <sup>de</sup> controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 2 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2 <sup>de</sup> controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2 <sup>de</sup> recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk
	Geen gebruik (productie of opslag) van kuilvoer (gegist voer), nat of gegist hooi of enig type verpakte balen in de veehouderijbedrijf			
	Geen gebruik van nevenproducten van brouwerijen, distilleerderijen of ciderfabrieken, nevenproducten van de voedingsindustrie zoals bierbostel of natte pulp			
	Geen gebruik van bevochtigd voedsel			
	Geen gebruik van voedermiddelen van dierlijke oorsprong			
	Geen gebruik van tuin- en fruitafval en aardappelen en ureum			
	Exclusief gebruik van de volgende ruwvoersupplementen: koolzaad, voedermaïs en -rogge, voederbieten, hooi, luzerne en maïskorrels			

Gecontroleerd punt	Gecontroleerd criterium	Type NC	Sanctie	Toepassing
2. c) Veevoeder <sup>(1)</sup>	<p>Exclusief gebruik van de volgende graangewassen: tarwe, gerst, haver, triticale, rogge en maïs, in hun gebruikelijke commerciële vorm of gemengd met mineralen (zemelen, pellets, enz.).</p> <p>Exclusief gebruik van de volgende levensmiddelen, met uitzondering van de hierboven genoemde: veldbonen, velderwten, oliehoudende vruchten, met inbegrip van hun grof meel of extractiekoek</p>	A	Commercialiseringsverbod onder de benoeming "Lait de Foin" tijdens minstens 14 dagen of tot naleving, 2 <sup>de</sup> controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. Recidive (inbreuk vastgesteld op een van de in punt 2 genoemde criteria): 30 dagen verbod, 2 <sup>de</sup> controle tegen betaling + onverwachte controle (tegen betaling) in het jaar dat volgt. 2 <sup>de</sup> recidive: uitsluiting van de regeling.	onmiddellijk
3. Bemesting van de grond	<p>Geen verspreiding van zuiveringsslib, bijproducten en compost van openbare waterzuiveringsinstallaties</p> <p>Minimaal 3 weken tussen het opbrengen van de dierlijke mest en het gebruik van de grond om het vee te laten grazen</p>	B	Waarschuwing	Naleving binnen 6 maanden
4. Fytosanitaire behandelingen van de percelen	Tenuitvoerlegging van de beginselen van geïntegreerde productie: naleving van het productdossier " geïntegreerde gewasbescherming" (Integrated Pest Management (IPM))	B	Waarschuwing	Naleving binnen 6 maanden
5. Diergezondheidsbehandelingen	Gebruik van sproeistoffen voor vliegenbestrijding alleen wanneer er geen lacterende geitien aanwezig zijn	B	Waarschuwing	Naleving binnen 6 maanden

6. Levering	Niet voor de 10de dag na het lammeren	B	Waarschuwing	Naleving binnen 6 maanden
	Niet eerder dan 14 dagen voor een geit die kuilvoer heeft gekregen (gefermenteerd voer)			

(1) Geldt alleen voor lacterende geiten

Namen, 31 maart 2022.

De Minister van Landbouw,

W. BORSUS

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 31 maart 2020 tot vaststelling van het minimaal controleplan en tot erkenning van een certificerende instelling voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de vereisten van het productdossier "Lait de foie de chèvre- Spécialité traditionnelle garantie (gegarandeerde traditionele specialiteit-(GTS))"

Degressiviteit van de certificeringsvergoeding bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid

<b>Aantal gecertificeerde producenten</b>	<b>Bedrag (€) van de vergoeding per producent per certificeringscyclus van 3 jaar</b>
3	960.79
4	804.97
5	711.48
6	649.15
7	604.64
8	571.25
9	545.28
10	524.50
11	507.50
12	493.33
13	481.35
14	471.07
15	462.17
16	454.38
17	447.50
18	441.39
19	435.93
20	431.01
21	426.56
22	422.51
23	418.81
24	415.43
25	412.31
26	409.43
27	406.77
28	404.29
29	402.00
30	399.84

Namen, 31 maart 2022.

De Minister van Landbouw,  
W. BORSUS